



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

Marché ponctuel **n° 2025-8360-008**

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la location d'une semi-remorque porte-engin à 3 essieux, suspension à air et essieux directionnels, affectés à l'unité de production Val de Loire (départements : Eure et Loir, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret).

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale de Centre-Ouest
Agence Etudes et Travaux
100, boulevard de la Salle - BP 18
45760 Boigny-sur Bionne

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Mme Johanne PERTHUISOT, Directrice Territoriale Centre-Ouest Aquitaine de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

MARCHE PONCTUEL	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE.....	3
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	3
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	3
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	3
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.1. OBJET DU MARCHE.....	3
2.2 DESCRIPTION DE L'ENGIN.....	5
2.6 PROCEDURE.....	4
IL S'AGIT D'UN MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....	4
2.7CLASSIFICATION CPV	4
2 CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	4
2.6 FORME DU MARCHE	4
2.6.1 <i>Modalités d'attribution du marché</i>	4
2.7 PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2.8 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	4
3 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	6
4.1 ÉTAT INDICATIF DE LA PRESTATION - COMMANDE PREVUE	6
4.2 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	7
5 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	7
5.1 UNITE MONETAIRE	7
5.2 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	7
5.2.1 <i>Nature des prix</i>	7
5.2.2 <i>Contenu des prix</i>	7
5.3 VARIATION DANS LES PRIX	7
5.4 MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	7
5.4.1 <i>Avance</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.4.2 <i>Acomptes</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.4.3 <i>Facturation</i>	7
5.4.5 <i>Paieement des sous-traitants</i>	8
5.4.6 <i>Délai global de paiement</i>	8
5.4.7 <i>Nantissement ou cession de créance</i>	8
6 PENALITES.....	8
6.1 PENALITES	9
6.1.1 PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON DES MATERIELS	9
6.2 IMMOBILISATION	9
6.3 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	9
6.4 PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	9
7 DROIT, LANGUE.....	10
8 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	10
8.1 TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	10
8.2 TRAVAIL CLANDESTIN	10
8.3 TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	11
8.4 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	11
9 RESILIATION	11
10 DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	11

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine / Agence Etudes et Travaux, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 66204311603020 dont le siège est 100 boulevard de la Salle – BP 18 – 45760 BOIGNY/BIONNE.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne signataire du marché est :

Mme Johanne PERTHUISOT, Directrice Territoriale Centre-Ouest Aquitaine de l'Office National des Forêts.

Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine de l'Office National des Forêts
100 Boulevard de la Salle
45760 Boigny sur Bionne

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est M Augustin CHAUNU, Secrétaire général et Directeur financier Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine - Parc technologique Orléans Charbonnière - 100, boulevard de la Salle - 45760 Boigny-sur Bionne

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est Mme Yamina KECHEROUD, Responsable territorial Achat de la Direction Centre Ouest Aquitaine, 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges – yamina.kecheroud@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est Yohann PLANCHAIS conducteur de travaux pour l'UP Val de Loire,
Email : yohann.planchais@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire territorialement compétent.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location d'une semi-remorque porte-engin à 3 essieux, suspension à air et essieux directionnels, affectés à l'unité de production Val de Loire (départements : Eure et Loir, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

34220000-5	Remorques, semi-remorques et véhicules sans moteur
------------	--

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel composé d'un seul lot.

Le marché est constitué d'un lot unique en raison de son objet qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.1.1. Modalités d'attribution du marché

Le marché est attribué à un seul et même soumissionnaire.

3.1.2. Durée et prise d'effet du marché et délais d'exécution

Le contrat est conclu pour une durée de 6 (six) ans en application de l'article L.2112-5 du code de la commande publique et eu égard au fait que cela nécessite un investissement spécifique de la part du titulaire dans la mesure où il devra construire un bien spécifique respectant les stipulations techniques du CCTP dont l'ONF ne fera pas l'acquisition et dont l'exploitation prolongée pourra rendre impropre à la location au terme du contrat.

En conséquence une durée supérieure à 4 ans est nécessaire pour permettre le bon amortissement de l'investissement initial de l'entreprise titulaire.

Le candidat détaillera dans son offre, le planning proposé et précisera dans l'acte d'engagement, la date limite de mise à disposition.

3.2. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes sont acceptées pourvu qu'elles soient compatibles avec le tracteur routier du pouvoir adjudicateur.

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

4 CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION

Le porte engin sera mis à disposition de l'ONF et restera en sa possession pendant toute la durée de la location. Elle ne sera restituée qu'à l'issue de la période contractuelle, conformément aux conditions définies au marché.

4.1. Description de l'engin

Ce porte-engin est destiné au transport de tracteurs, épaveuses et pelles utilisées pour les travaux forestiers et de maîtrise de végétation. Ils peuvent être équipés de broyeurs, lamiers, sécateurs, et accessoirement godets.

- **Poids total** : entre 50 et 62 tonnes, avec répartition du genre 25 t sur la sellette, 33 t à 34t sur les essieux
- **Charge utile** entre 45 et 48 tonnes
- Longueur plateau de chargement : minimum 7,50 m, extensible d'au moins 2 m avec une traverse dans l'extension. Une autre longueur d'extension pourra être proposée et sera laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur
- Plateau en bois d'au moins 50 mm
- Fosse de bras de pelle : longueur 2 m et largeur 700 mm minimum
- Hauteur de chargement : inférieure à 900 mm
- Élargisseurs sur le plateau pour atteindre une largeur de 3 m + bastaings correspondants si besoin
- Col de cygne : longueur minimum 3,20 m (de quoi mettre un véhicule type berlingo), muni de ridelles et 2 rampes d'accès au col de cygne
- Col de cygne adapté à un tracteur 6x4 avec grue (se rapprocher du fournisseur du camion), revêtement bois dur ≥ 40 mm
- Distance pivot à l'avant : 5 650 mm
- Rayon de balayage arrière : 2 300 mm (à vérifier avec le fournisseur du camion)
- Rayon de balayage avant : 1 550 mm (à vérifier avec le fournisseur du camion)
- Hauteur d'attelage en charge : 1 340 mm (à vérifier avec le fournisseur du camion)
- Système TPMS, contrôle pression des pneus
- Une paire de fosse fixe ouverte devant les essieux avec couvercles de fermeture genre alu
- Suspension pneumatique avec valve monte/baisse
- Entre-axe impérativement supérieur à 1 350 mm
- Système électrique 24 volts
- Rampes doubles d'au moins 4 m, déplaçables hydrauliquement
- Pneumatiques : 245/70 R17,5 jumelés, indice charge 143/141J (ou 146/146F)
- Kit convoi exceptionnel
- Possibilité de fosses pour roues devant les essieux avec couvercles alu + système d'élargissement
- Rangements pour les chaînes d'arrimage : coffres fermés et étanches en bas de châssis si possible
- Supports pour rangement des bastaings
- Système électrique Full LED
- Barrettes à prévoir pour matériels chenillés notamment sur les rampes
- 1 roue de secours
- Anneaux d'arrimage sur col de cygne et plateau
- 1 paire de béquilles hydrauliques avec commande manuelle à l'arrière
- Traitement anticorrosion HRM genre métallisation de la structure du véhicule
- Bavette sur toute la largeur de la traverse arrière
- Gyrophares LED à l'arrière
- Prises 7 pôles à l'arrière et sur col de cygne
- Graissage centralisé
- Bastaings d'élargissement en bois
- Fourniture et pose d'un treuil radiocommandé d'au moins 5400 kg
- Tous les essieux à direction hydro-mécanique
- Radio commande pour forçage de la direction lors des manœuvres
- 2 phares de travail à l'arrière près des essieux
- 1 télécommande à radio fréquence pour la commande des rampes et des béquilles soit commande de levage hydraulique des rampes, écartement hydraulique des rampes et béquilles hydrauliques à l'arrière
- 6 paires de boîtiers de ranchers dans les rives du plateau de chargement dim. 100x50

- 3 paires de ranchers 100x50 hauteur 1.000 mm
- 1 rangée de boîtier transversal derrière le col de cygne pour rangement des ranchers
- Finition 1 ton RAL gris clair (teinte à confirmer)
- Qualités d'acier à préciser dans le mémoire technique (notamment la limite élastique)
- Lors de l'extension, prévoir ce qu'il faut pour boucher les trous afin d'avoir un plateau uniformément plat.

4.2. Réception et mise en service

Une présentation de la semi-remorque sera assurée par le titulaire au chauffeur de l'ensemble routier désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur. Celle-ci aura pour objectif d'utiliser au mieux les capacités de la remorque.

4.3. Lieu de livraison

Les candidats privilégieront une livraison en région Centre Val de Loire chez un concessionnaire ou sur un autre lieu.

4.4. Entretien, panne et réparation

Les entretiens quotidiens sont effectués par les chauffeurs ayant reçu une formation délivrée par le titulaire.

Les entretiens périodiques (annuels) sont assurés exclusivement par le titulaire à date du passage aux mines. Lors de ces entretiens, toute réparation détectée sur la remorque en raison d'une mauvaise utilisation fera l'objet d'un devis.

Les organes de freins et les pneus sont à charge de l'ONF, UP Val de Loire, utilisateur de la remorque.

Toute casse ou panne (hors bris accidentels de machine) est à la charge du titulaire qui prendra les dispositions nécessaires pour effectuer les réparations sous un délai de 5 jours ouvrés. Au-delà de cette durée de 5 jours ouvrés, le nombre d'heures annuelles minimum sera réduit du nombre d'heures immobilisées à hauteur de 7 heures par jour ouvré.

4.5. Assurance

Les engins, objet de la location sont assurés par le pouvoir adjudicateur en responsabilité civile, et contre le vol, l'incendie, le vandalisme, l'attentat, forces de la nature, bris de glaces, tous dommages accidents, catastrophes naturelles.

Le titulaire proposera une assurance bris de machine.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS)
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1. État indicatif de la prestation - commande prévue

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

6.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément au Code de la commande publique et du CCAG FCS.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

4.1.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire, en euros.

Les candidats présenteront un devis pour une location mensuelle.

4.1.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies mensuellement à terme échu.

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en 2025-8360-008 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine (DT COA) de l'ONF : 66204311603020,
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'acte d'engagement.

7.4.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification :
66204311603020 pour le SIRET de la DT COA.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.4.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.1. Pénalités

8.1.1. Pénalités pour retard de livraison des matériels

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable et par jour calendaire de retard, des pénalités calculées suivant la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur Hors Taxes des fournitures présentées en retard ou valeur Hors taxes égale à la valeur des prestations en retard ou exceptionnellement de l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = nombre de jours de retard

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

8.1.2. Pénalités pour retard de réalisation des formations

Lorsque le délai contractuel de planning de formation (cf. article 2.3 ci-dessus) est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable et par jour calendaire de retard, des pénalités calculées conformément à l'article 14 du CCAG-FCS.

8.2. Immobilisation

Toute panne (hors bris accidentels de machine) est à la charge du titulaire qui prendra les dispositions nécessaires pour effectuer les réparations sous un délai de 5 jours ouvrés. Au-delà de cette durée de 5 jours ouvrés, le nombre d'heures annuelles minimum sera réduit du nombre d'heures immobilisées à hauteur de 7 heures par jour ouvré.

8.3. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes. Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

8.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

11 RESILIATION

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

12 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCATP déroge au CCAG-FCS comme indiqué ci-après :

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
8	Pénalités	14	Pénalités